

Altermondialisme, la réforme des illusions

Oiseau-tempête

2003

Table des matières

Attac et les libéraux : un conflit entre économistes concurrents	3
Revaloriser le capital productif	4
Moderniser l'État capitaliste pour lutter contre la spéculation	4
L'émergence d'un capitalisme européen unifié	5
La conquête des esprits	5
La réforme utopique comme outil de régression	5
L'argent la charité, la Nation	6
Jouer sur les maux	6

À l'échelle européenne, les gouvernements sociaux-démocrates (Jospin, Blair, Schroeder) comme conservateurs (Berlusconi, Aznar, Raffarin) ont élargi la voie d'une modernisation libérale et d'une uniformisation du capitalisme européen. Face à ces attaques contre les salariés et les chômeurs, des luttes sociales sont réapparues, notamment en France et en Italie, tandis qu'un mouvement critiquant la « mondialisation libérale » se manifeste depuis quelques années à l'occasion de sommets internationaux (Seattle, Nice, Gênes, etc.).

L'association Attac, présente à l'échelle internationale, et plus largement la nébuleuse altermondialiste, proposent l'organisation politique d'une philanthropie sociale qui compenserait les excès du système. Les têtes pensantes de l'altermondialisme veulent nous faire croire qu'il existe un capitalisme à visage humain que l'on pourrait réguler par le droit et le renforcement des États. Il s'agit avant tout (selon la plate-forme d'Attac de juin 1998) de conjurer le risque d'une « implosion sociale » et d'une crise irréversible de la politique. Le forum social de Porto Allegre, notamment, se donne pour but de renforcer « la capacité de résistance sociale non violente au processus de déshumanisation que le monde est en train de vivre ».

Combinant le vocabulaire du mouvement révolutionnaire (« se réapproprié l'avenir de notre monde ») et la promesse de réformes simples et immédiatement réalisables, Attac et ses acolytes attirent des milliers de gens sincèrement révoltés par les conséquences du développement capitaliste sur la planète. Mais la seule perspective qu'ils leur offrent est de redonner des couleurs à l'illusion réformiste, dont, au Brésil, Lula Da Silva et ses ministres trotskistes montrent, une fois de plus, les pitoyables conséquences.

Le vote, les manifestations ou les actions citoyennes ne s'attaquent en rien au cœur du système capitaliste : à savoir les rapports d'exploitation que seules des luttes de classes ont pu par le passé et pourront dans l'avenir remettre en cause. Au contraire des idéologues altermondialistes, nous pensons que la seule perspective raisonnable est celle d'un projet révolutionnaire de rupture avec le capitalisme. Nous ne voulons pas créer de nouveaux impôts, mais de nouveaux rapports sociaux dans la perspective d'un monde débarrassé du salariat, de l'économie et de l'État.

Attac et les libéraux : un conflit entre économistes concurrents

Opposée à la politique libérale de dérégulation et de démantèlement sélectif des moyens de l'État qui favoriserait l'essor du capital spéculatif, Attac milite pour une politique d'intervention de l'État et de contrôle des marchés pour freiner le capital spéculatif et relancer l'investissement du capital productif. Introduisant une séparation factice entre les deux faces d'une même pièce, Attac réactualise ainsi les théories interventionnistes de Keynes, mais sans analyser les raisons de leur échec. Les mesures keynésiennes devaient servir, dans un premier temps, à relancer l'expansion capitaliste pour redonner, dans un second temps, leur primauté aux mécanismes du marché. Maintenues pendant près de trente ans, ces mesures ont finalement abouti non à la poursuite de l'expansion sans l'aide de l'État, mais au retour de la crise. Attac dénonce également la domination du capital financier, mais sans analyser ses implications.

Pour Attac, les économistes libéraux sont responsables de l'essor du capital spéculatif :

« Les économistes libéraux pensent que plus les marchés seront déréglementés et libres de décider par eux-mêmes, plus ils rempliront efficacement [leur rôle]. » (p. 55)¹

En fait, les économistes libéraux, eux aussi, cherchent à trouver en priorité de nouvelles formes de valorisation du capital productif, et l'échec de leurs méthodes pour y parvenir traduit bien qu'en amont il y a un réel problème de valorisation dans la « sphère productive ». Ce qu'Attac leur reproche, c'est d'avoir abouti à cet échec, sanctionné par le marché par le développement spéculatif, et de ne pas en mesurer les conséquences économiques et sociales. En faisant croire à l'opinion publique que les économistes libéraux sont essentiellement des théoriciens du capital spéculatif, Attac espère, par ce tour de passe-passe, faire oublier que ses propres théories de relance étatique concurrencent les libéraux sur le même terrain de la valorisation du capital productif. Pour le reste, Attac et les économistes libéraux sont pour la liberté d'entreprendre, la valorisation du capital par le travail salarié et tout ce qui constitue les fondements de la misère de notre époque.

¹ Les citations d'Attac sont extraites de l'ouvrage collectif d'Attac : *Contre la dictature des marchés*, La Dispute/Syllepse/VO Éditions,

Revaloriser le capital productif

« La globalisation s'est accompagnée d'une instabilité croissante des marchés et d'une montée de la spéculation, explique Attac. Cette instabilité a un coût économique élevé, car elle engendre l'incertitude. » (p. 20)

Si cette « instabilité » des marchés entraîne « l'incertitude » qui a un « coût économique élevé », ce n'est pas l'incertitude des salariés mais celle des dirigeants politiques (qui seraient timorés dans leurs choix de politique économique) et celle des dirigeants d'entreprises (qui auraient tendance à privilégier les actionnaires par des actions spéculatives plutôt que d'investir dans le secteur productif).

D'après Attac :

« La finance spéculative parasite la sphère productive. » (p. 22)

Mais il ne suffit pas de détourner le flux des transactions spéculatives vers l'investissement productif, pour relancer l'économie capitaliste. La spéculation ne « parasite » pas la sphère productive, elle ne « détourne » pas des investissements qui pourraient être socialement utiles dans la sphère productive (c'est-à-dire utiles d'un point de vue de rentabilité capitaliste), la spéculation se développe aussi parce qu'il n'y a pas suffisamment de profit à espérer en investissant dans le capital productif, elle exprime l'impasse de la valorisation du capital productif.

On fait alors des appels spectaculaires à la dénonciation du capital financier, et on organise la colère des militants contre les organismes internationaux responsables de cette situation. Parallèlement, on fait des propositions concrètes pour permettre au capital de réinvestir dans la sphère productive, seule manière réelle de redresser la valorisation du capital productif, car on sait pertinemment que le seul contrôle du capital spéculatif n'y suffira pas, et qu'il est plus facile d'entraîner les passions contre les abstractions du capital financier (FMI, OMC, OCDE, etc.) qu'en faveur du capital productif (Michelin, Peugeot, etc.) ! Attac s'oppose aux licenciements, mais quand « les entreprises sont bénéficiaires » (Danone, C&A&). Et quand elles ne le sont pas ? Aussi, lorsque Attac dénonce l'utilisation spéculative du capital, ce que l'association ne précise pas, c'est que la seule façon capitaliste de réduire le développement du capital financier (autrement que par l'explosion de la bulle spéculative), c'est d'intensifier l'exploitation par le travail de manière à ce que le capital productif redevienne attractif pour les investisseurs. Voilà à quoi aboutit le projet d'Attac. C'est ce qui a été tenté en France, par le gouvernement socialiste, communiste et vert, avec les lois sur les 35 heures (augmentation de la productivité du travail) ou par le gouvernement actuel avec la réforme des retraites, la modernisation de la gestion des chômeurs par leur remise au travail forcée et par la précarité accentuée (Pare, transformation du RMI en RMA), etc.

Moderniser l'État capitaliste pour lutter contre la spéculation

Pour Attac, le capitalisme ne se développe pas par le rythme de la valorisation (le profit comme moteur du progrès capitaliste), mais par les politiques économiques de l'État. Attac milite pour que la politique revienne à la place qui lui serait naturelle, au-dessus des marchés avec l'idée que ce qui caractérise le système capitaliste, entre autres, c'est le fait qu'il peut être dirigé consciemment et rationnellement, et que ce ne sont pas les échanges de marchandises et la production de plus-value qui conditionnent l'ensemble des rapports sociaux, indépendamment de la volonté de tels cercles de dirigeants ou de tels conseillers scientifiques.

Attac, cherchant des solutions politiques réformistes, se tourne vers les hommes politiques pour y parvenir. L'association se veut ainsi une force d'appoint pour réformer les politiques actuelles, comme si celles-ci n'étaient pas adéquates à la fonction qu'elles remplissent. Attac veut faire pression sur la politique « trop libérale » des dirigeants et des élus. Puis, dans un second temps, si les élus restent sourds aux interpellations d'Attac, en cherchant timidement à imposer une autre politique (faire de la politique « autrement »).

Pour que l'État puisse intervenir dans l'économie, Attac fait donc des propositions pour moderniser l'État capitaliste et ses infrastructures, aménager le territoire, développer les services publics ; moderniser également

pour que le développement capitaliste puisse se réaliser dans un environnement de consensus social (pas de grève, pas de contestation sociale, pas de troubles sociaux risquant d'empiéter sur la valorisation productive du capital) ; moderniser, enfin, au lieu de seulement réprimer policièrement.

L'émergence d'un capitalisme européen unifié

Le projet d'Attac, c'est de développer « démocratiquement » l'Europe capitaliste en formation ; de contribuer à ce que les institutions capitalistes internationales, telles que le FMI ou la Banque mondiale, se réforment pour mettre en place la taxation mondiale du capital spéculatif. Ils ne sont pas contre le FMI, mais contre la politique du FMI, ils ne contestent pas la Banque mondiale, mais les choix politiques de la Banque mondiale, etc. C'est cela, faire de la politique « autrement ».

L'émergence d'un capitalisme européen s'accompagne aussi d'un nationalisme européen. Il y a, en effet, des limites à la lutte contre la spéculation financière, c'est le territoire des autres : la spéculation peut être acceptable quand elle sévit chez les autres. Malgré la sensibilité tiers-mondiste de la plupart des militants altermondialistes, les chefs d'Attac pensent les questions de souveraineté et de repli idéologique autour des questions identitaires à l'échelle européenne. Déjà, ils préparent les mesures protectionnistes à mettre en place pour protéger la zone capitaliste européenne.

La conquête des esprits

Dès juin 1998, la plate-forme d'Attac définit le mouvement pour ce qu'il est : une tentative de revivifier le système démocratique par le militantisme associatif, en partant de l'échelon local, tout en affichant une solidarité internationale envers les peuples les plus démunis. Il s'agit non pas de préparer ou de justifier une quelconque rupture avec le capitalisme, d'ailleurs presque jamais nommé en tant que tel (mais toujours évoqué sous la forme partielle du capital financier), mais de conjurer le risque d'une crise irréversible de la politique, à savoir une démobilisation citoyenne, aussi bien que le risque d'une « implosion », c'est-à-dire une révolution.

La réforme utopique comme outil de régression

Utilisant comme moyen et visant comme but le brouillage idéologique, Attac se présente comme « réaliste » (la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux serait une réforme simple, immédiatement réalisable), offrant donc une garantie de sérieux par rapport aux engagements révolutionnaires jugés utopiques. Dans le même temps, elle mobilise le vocabulaire et l'imaginaire de l'utopie en plaquant sur des objectifs réformistes des définitions lyriques :

« [...] reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière et [...] s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des États au prétexte du droit des investisseurs et des marchands. Il s'agit tout simplement de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde. »
(Plate-forme, juin 1998.)

« Reconquérir », « se réapproprié », le mouvement proposé est un retour à un état antérieur du capitalisme, jugé préférable. Proposition rétrograde au sens strict, et doublement telle : mécaniquement puisqu'elle propose un retour en arrière, politiquement puisqu'elle omet la critique de cet état antérieur, qui gagne logiquement dans la comparaison les couleurs de l'humain, du « supportable » (on parle par exemple de « développement soutenable »).

Récusant, sans jamais formuler sa récusation, donc sans avoir à l'argumenter, la voie d'une rupture anti-capitaliste,² Attac se place *de facto* dans la perspective d'une cogestion critique, donc d'une rationalisation capitaliste.

1999 et du Séminaire international réuni par Attac, Paris, 25 janvier 1999. *Tout sur Attac*, Mille et une nuits, 2000.

² Si ce n'est par la dénonciation des actions directes de certains manifestants lors des sommets de Seattle, Nice, etc.

L'argent la charité, la Nation

Pour Attac, l'argent est le problème central de la politique. Non pas l'argent en tant que support de l'abstraction capitaliste de la valeur, mais l'argent comme richesse réelle et quantifiable, dont les pauvres seraient spoliés par les riches. Logique, puisque l'adversaire est le capital financier. Et l'association de proposer simplement d'encourager les gouvernements à imposer aux marchés une redistribution effective (pas de fraude fiscale) et plus juste des revenus du capital.

« Pour les mouvements de citoyens, imposer la spéculation afin qu'elle contribue à réparer les dégâts sociaux qu'elle provoque, constitue une motivation essentielle. » (Conseil scientifique d'Attac, mars 2000.)

On pourra donc acheter des permis de licencier, des permis d'exploiter, comme on achète des permis de polluer, ce qui se nomme pompeusement « mise de la finance au service d'un État [sic] du bien-être mondial » (*Tout sur Attac*, p. 38).

L'insistance sur l'argent des riches, injustement gagné et dissimulé à la communauté sociale (censément représentée par le ministère des Finances !), rappelle la rhétorique populiste stalinienne début de siècle : « 200 familles », « Mur de l'argent », etc. Or il ne s'agit pas de tirer argument des écarts entre très riches et très pauvres pour condamner le système qui les produit et s'en nourrit. On propose l'organisation politique d'une philanthropie sociale qui compense l'injustice capitaliste. On veut « démontrer qu'il existe des alternatives pour *au moins* limiter l'insécurité économique et les inégalités sociales. » C'est le vieux cauchemar du bonheur marchand.

Jouer sur les maux

D'un point de vue socio-politique, on peut considérer Attac comme l'émanation d'une classe moyenne inquiète de la précarisation croissante de ses conditions de vie. Au point de vue des appareils, il s'agit d'une tentative postalinienne d'unifier idéologiquement les mouvements dits « citoyens », qui se proposent de porter le programme social-démocrate : « l'économie régulée par le droit » ; soit le credo de José Bové et de la Confédération paysanne, membre fondateur d'Attac, que la gauche de gouvernement ne peut plus incarner de manière crédible. Cependant, le succès que rencontre Attac signifie qu'elle rassemble aussi, au-delà de

ce programme, des personnes séduites par la perspective — certes illusoire — d'une action immédiatement ou très rapidement efficace hors des partis traditionnels. L'argument le plus souvent entendu à propos d'Attac tient en peu de mots : c'est toujours mieux que rien. Il s'agit moins d'une résignation des individus que d'un symptôme parmi d'autres de la faiblesse actuelle de l'idée révolutionnaire, y compris lorsqu'elle se trouve confrontée au plus plat, au plus niais des leurres réformistes. Il demeure rassurant que, pour effectuer leur sale boulot, réécrire le langage de la critique, et jouer sur les maux engendrés par le capitalisme, ces gens doivent (ou croient devoir) brandir l'étendard de l'utopie et singer les méthodes de l'action directe (un dirigeant d'Attac saluant les « travaux pratiques » de Bové sur le McDo de Millau). Bref, le réformisme continue, pour paraître autre chose que ce qu'il est, d'avoir besoin des oripeaux de la radicalité. Sur ce terrain, nous devons faire en sorte de mettre à nu les bouffons du capital, « appeler un chat un chat » le capitalisme un système d'exploitation, révolution notre projet, et chiens de garde les staliniens reconvertis dans la vigilance citoyenne.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Oiseau-tempête
Altermondialisme, la réforme des illusions
2003

Consulté le 29 septembre 2016 de kropot.free.fr
Novembre 2003, supplément au n°10 de *Oiseau-tempête*.

fr.theanarchistlibrary.org